

Citation de la semaine le prix de l'austérité

Écrit par Josée Legault
Vendredi, 19 Avril 2013 21:07 -

C'est vendredi. Donc, jour de ma «citation de la semaine».

Ces citations, vous le savez, sont choisies pour ouvrir le débat à vos observations et vos analyses.

Cette semaine, on parle «austérité» budgétaire, de ses politiques et ses effets dévastateurs sur les populations et les économies nationales.

La citation sera celle de **Joseph Stiglitz** – Prix Nobel d'économie, professeur à l'Université Columbia, ex-économiste en chef de la Banque mondiale et ex-conseiller du président Bill Clinton.

Dans une longue [entrevue](#) accordée au *Devoir*, Joseph Stiglitz qualifiait carrément les politiques d'austérité de «terrible maladie» et d'«idée toxique»:

*«Nous savons pourtant, depuis la Grande Dépression, que **l'austérité ne fonctionne pas**. Le Fonds monétaire international [FMI] en a refait la démonstration plus récemment [lors des dernières crises monétaires] en Amérique latine et en Asie, et c'est à nouveau le cas actuellement en Europe.*

Ce qui est stupéfiant, c'est qu'autant de dirigeants politiques continuent malgré tout d'appuyer ces politiques discréditées,

même si des voix aussi conservatrices que le FMI leur disent aujourd'hui que leur austérité est dangereuse et qu'il faut s'occuper de toute urgence de stimuler l'économie.

C'est comme si les gouvernements avaient cessé d'écouter

.»

Citation de la semaine le prix de l'austérité

Écrit par Josée Legault

Vendredi, 19 Avril 2013 21:07 -

«C'est comme si les gouvernements avaient cessé d'écouter»... Ou, dit autrement, c'est comme s'ils écoutaient surtout les agences de notation style Standard & Poors, de même qu'un milieu des affaires et de la haute finance de plus en plus influent sur les décideurs politiques.

Les conséquences de cette austérité, constate Stiglitz, comprennent des inégalités croissantes entre les citoyens, non seulement sur le plan des revenus, mais aussi quant aux «chances d'améliorer son sort par son travail et son talent». Le chômage s'en mêle aussi, les revenus des États diminuent parce qu'ils encouragent eux-même le «recul de la fiscalité progressive» et, inévitablement, le filet social s'effiloche encore plus.

Même en Grande-Bretagne, par exemple, l' [obsession de plaire aux agences de notation](#) creuse les écarts de revenus entre les moins et les plus nantis tout en enrichissant les plus riches.

«L'accroissement des inégalités de revenus va de pair avec un accroissement des inégalités politiques», note Stiglitz, et «notre démocratie s'en retrouve déformée».

Constatant l'efficacité de «la droite» «à vendre» ses idées, Joseph Stiglitz se fait cinglant: **«Si on peut vendre des produits toxiques, comme la cigarette, qui tuent des gens, on peut aussi vendre des idées toxiques, comme l'austérité.**

»

Or, le Prix Nobel constate en même temps que «si certains gouvernements restent dans le déni, d'autres commencent à essayer de corriger la situation. (...) Cela montre qu'il n'est pas seulement question de forces économiques, mais aussi de la façon dont nous décidons d'influencer ces forces économiques.»

Bref, rappelle-t-il, le pouvoir des élus d'influencer ces mêmes forces économiques devrait être nettement plus et mieux exercé.

Même Christine Lagarde, la patronne du Fonds monétaire international, [avertissait récemment le Canada](#) de mettre

la pédale douce sur l'«assainissement des finances publiques» et de s'occuper plutôt de «soutenir sa faible croissance». C'est tout dire...

L'obsession du déficit-zéro

Au Canada et au Québec, depuis le milieu des années 1990, une première version d'une certaine austérité s'appellait «déficit zéro». À Ottawa, les premiers artisans en furent Jean Chrétien et Paul Martin. Au Québec – Lucien Bouchard.

Les effets de la poursuite à tout prix du déficit-zéro par les gouvernements ne furent certes pas aussi tragiques que les politiques d'austérité en Grèce ou en Italie, les deux approches partagent néanmoins une filiation idéologique. Et donc, le déficit-zéro, lui aussi, est venu gruger le filet social, affaiblir le principe d'égalité des chances de même que les systèmes publics de santé et d'éducation.

D'où ce constat de l'ex-premier ministre Jacques Parizeau :

«À partir du moment où vous fixez l'objectif zéro pour une date butoir et que ça devient une religion, vous cessez de réfléchir. On coupe partout, on ne se pose pas de questions.»

Cette religion, le gouvernement Marois a volontairement choisi de la pratiquer au moment de son premier budget présenté en novembre dernier.

Et donc, à nouveau, les mêmes causes produisent les mêmes effets: baisse de revenus pour l'État, ralentissement de l'économie et des investissements, compressions dans les services publics... même à l'aide sociale. Bref, on cesse de réfléchir.

Puis, surprise. Selon *La Presse*, le même gouvernement [serait maintenant prêt](#) à reporter l'atteinte du déficit-zéro prévue pour 2013-2014.

«Déterminé à ne pas reprendre une seconde fois le douloureux exercice des réductions de dépenses», y lit-on, «si les revenus continuent de piquer du nez, le retour au déficit zéro risque d'être décalé d'un an».

Toujours selon *La Presse*, Pauline Marois y aurait «ouvert la porte elle-même, lundi soir, devant un groupe sélect d'une quinzaine de gens d'affaires réunis à son cabinet de Montréal». Voilà donc, encore une fois, un chef de gouvernement qui, derrière des portes closes, échange avec le milieu des affaires sur les orientations fondamentales de sa propre gouvernance. Plus ça change.

Or, réagissant à cet article, autant le ministre des Finances, Nicolas Marceau que Mme Marois elle-même [ont nié](#) la plus mince des possibilités de voir le déficit-zéro reporté d'un an.

Obsession et élections : une combinaison risquée

Le gouvernement Marois étant minoritaire, le déficit-zéro est non seulement un choix idéologique, mais également électoraliste.

Dans ses officines, on y est persuadé que le déficit-zéro sera un «must» pour la prochaine élection. Question de se présenter devant l'électorat comme le parti qui, encore une fois, aurait «fait le ménage» de la mauvaise gestion des libéraux...

Or, le taux d'insatisfaction envers le gouvernement frôlant déjà les 70% et les compressions ayant leurs effets néfastes sur de plus en plus de «clientèles» électorales, des députés et des ministres commencent à s'inquiéter. Avec raison.

Citation de la semaine le prix de l'austérité

Écrit par Josée Legault

Vendredi, 19 Avril 2013 21:07 -

D'autant qu'une élection générale dès l'an prochain est possible. Ce qui, dans un tel cas, laisserait peut de temps au gouvernement pour «corriger le tir» et réparer les pots cassés par le déficit-zéro.

Ayant de surcroît reculé sur plusieurs de ses engagements électoraux faits l'été dernier, des péquistes s'inquiètent aussi du niveau de crédibilité qui leur restera lorsque viendra le temps d'en faire de nouveaux.

En attendant, l'unanimité de façade obligée sur le déficit-zéro tiendra en public, mais dans les coulisses, plus discrètement, ça risque d'être une autre histoire.

À moins que, si jamais les sondages ne se faisaient pas plus cléments pour le PQ d'ici les prochains mois, Pauline Marois ne surprenne malgré tout en osant remettre à plus tard le supposé «must» électoraliste du déficit-zéro.

Possible. Mais une obsession étant ce qu'elle est, la chance de voir reculer le gouvernement sur cette question semble être plutôt mince. À suivre...

Alors, les propos de Joseph Stiglitz sur l'austérité en Europe ou la quête du déficit-zéro par le gouvernement Marois, ça vous inspire?

Addendum :

L'austérité, une erreur de calcul?

Pis encore, on apprend que certains présumés grands «experts» mondiaux de l'austérité en auraient «systématiquement sous-estimé l'impact négatif (...) sur la croissance économique», [dixit](#) l'économiste en chef du même Fonds monétaire international, Olivier Blanchard :

«Tous ces experts avaient estimé que pour l'équivalent de 1 \$ de compressions des dépenses ou d'augmentation des revenus par les gouvernements des pays développés, il fallait s'attendre à un recul de 50 ¢ de leurs économies. Or, il appert que ces « multiplicateurs budgétaires » ont plutôt été du double, voire du triple, soit de 90 ¢ à 1,70 \$.»

Oups...

Cette semaine, dans sa [chronique](#) du *New York Times*, l'économiste et Prix Nobel Paul Krugman, notait l'impact possiblement catastrophique de certaines «erreurs» de grands «experts», tels les fameux Carmen Reinhart et Kenneth Rogoff de Harvard. «

I

n

this age of information, math errors can lead to disaster

», lance-t-il durement.

Re-oups...

Dénonçant les politiques d'austérité et de déficit-zéro basées, avance-t-il, sur de fausses prémisses, Krugman désespérait néanmoins de voir les pouvoirs politiques le comprendre enfin.

Si la nature de cette «erreur» alléguée des Reinhart et Rogoff, de même que la controverse qu'elle soulève dans les milieux économiques vous intéresse, en voici le [résumé](#) en français qu'en fait le magazine

Slate

. Avertissement : à lire avec une bonne tisane.

« L'un des articles économiques les plus cités ces dernières années par les partisans de l'austérité est-il fondé sur une erreur de calcul sur Excel? » La polémique fait rage sur dans les médias économiques américains depuis vingt-quatre heures et cible les travaux de **Carmen Reinhart et Kenneth Rogoff**

, deux économistes d'Harvard auteurs ces dernières années d'un essai remarqué sur la crise financière (

[Cette fois, c'est différent. Huit siècles de folie financière](#)

) et qui ont occupé de hautes responsabilités au sein du FMI.

En cause, un article qu'ils ont publié en 2010, [«Growth in a Time of Debt»](#), qui, à partir de statistiques de la période 1946-2009, faisait état d'une croissance bien plus basse dans les pays dont la dette publique dépasse 90% du PIB —pour situer, [c'est le niveau qu'a dépassé la France fin 2012.](#)

Très influente, cette étude est citée dans plus de 500 articles universitaires écrits depuis et [a](#)

[notamment été mentionnée](#)

par l'ancien secrétaire américain au Trésor Timothy Geithner, le candidat républicain à la vice-présidence Paul Ryan ou le commissaire européenne aux Affaires économiques Olli Rehn.

La polémique [est partie de Mike Konczal, un chercheur du Roosevelt Institute](#), qui a relayé les résultats [d'une](#)

[étude menée par trois économistes de l'université du Massachusetts, Thomas Herndon, Michael Ash et Robert Pollin,](#)

qui ont eu accès aux données utilisées par Rogoff et Reinhart.

Ces chercheurs pointent que les deux auteurs ont exclu certaines années ou pays de leurs données, s'interrogent sur la façon dont ils ont pondéré leurs statistiques... et —erreur la plus notable, [mais pas la plus importante](#), selon le Financial Times— remarquent qu'ils ont fait une erreur de formule sur Excel qui a écarté cinq pays (Australie, Autriche, Belgique, Canada, Danemark) du calcul du taux de croissance moyen quand la dette dépasse 90%. Ce qui a fait baisser ce taux moyen de 2,2% en réalité à -0,1%...

Conclusion de Herndon, Ash et Pollin:

Citation de la semaine le prix de l'austérité

Écrit par Josée Legault

Vendredi, 19 Avril 2013 21:07 -

«Les résultats de Reinhart et Rogoff ont servi de rempart soutenant les politiques d'austérité. Le fait qu'ils soient faux doit en conséquence nous amener à les réévaluer à la fois en Europe et aux Etats-Unis.» La gauche américaine s'est vite emparée de cette nouvelle étude. [«Combien de chômage a été provoqué par l'erreur arithmétique de Reinhart et Rogoff?»](#), s'interroge ainsi Dean Baker, le codirecteur du Center for Economic and Policy Research, en plaidant pour «une réévaluation des politiques d'austérité budgétaire aux Etats-Unis et ailleurs». Le blog ThinkProgress [dénonce lui «une erreur d'une importance politique et économique immense»](#) et attaque la façon dont la presse avait rendu compte des travaux de Reinhart et Rogoff.

Les deux économistes d'Harvard ont eux réagi dans un communiqué, sans s'exprimer sur leur faute de code sur Excel, en estimant que leurs conclusions factuelles étaient toujours justes. [Une ne réponse «très mauvaise»](#), selon le prix Nobel d'économie Paul Krugman, qui juge qu'ils «fuient la critique».

Selon l'économiste Justin Wolfers, interrogé par le New York Times, [ils «ont raison de dire que la structure basique de leurs résultats tient encore debout»](#) mais «leurs critiques ont raison de dire que leur force est amoindrie».

[Conclusion cynique de Matthew Yglesias de Slate.com:](#) «**C'est littéralement l'article le plus influent dans les débats de politique publique sur l'importance de la stabilisation de la dette, donc cela va bien sûr tout changer. Ou plutôt, cela ne changera rien** .»

Re-re-oups...

Cet article [Citation de la semaine: le prix de l'austérité](#) est apparu en premier sur [L'actualité](#)

Citation de la semaine le prix de l'austérité

Écrit par Josée Legault

Vendredi, 19 Avril 2013 21:07 -

Consultez la source sur Lactualite.com: [Citation de la semaine le prix de l'austérité](#)